



Quand les banques se refont une santé, les entreprises trinquent

"Nous avons fait beaucoup pour les banques commerciales" a déclaré le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, en référence aux 442 milliards d'euros au taux fixe de 1% mis à la disposition des établissements de crédit. "Bien entendu, nous faisons cela avec en tête que les banques commerciales continuent de financer l'économie réelle". Or la BCE est obligée de constater que les banques préfèrent accumuler les liquidités plutôt que de se prêter : le montant des dépôts au jour le jour auprès de la BCE a atteint dimanche un nouveau record de 315,956 milliards d'euros ! Quelques jours auparavant, le président de la Fédération bancaire française avouait que les établissements de crédit ne tiendraient pas leurs engagements d'augmentation des encours de crédits (1).

Les faits sont têtus. Ils démentent ceux qui affirment depuis des mois que les banques n'ont jamais cessé de financer l'économie et ils viennent confirmer les multiples alertes lancées par le Cerf depuis plus d'un an : les banques continuent au contraire leur politique de restriction de crédit, et en supprimant les facilités de caisse, elles ont de fait acculé à la faillite des milliers d'entreprises. En effet, sans argent pour financer l'activité, les petites entreprises sont tôt ou tard contraintes de déposer le bilan. L'étude du cabinet Altares constate ainsi que le taux de liquidations directes des TPE demeure très élevé (74%) car les petites entreprises arrivent devant le tribunal avec des trésoreries exsangues. Altares annonce que le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté de 15% au second trimestre 2009 par rapport à la même période l'année précédente.

Les clés de la reprise sont donc bien dans les mains des banquiers. Le gouvernement ne doit pas considérer qu'il a fait l'essentiel en sauvant le système bancaire et en prêtant aux banques : tant que les banquiers ne rendront pas aux entreprises les moyens de consommer, la casse économique et sociale continuera. En effet, l'absence de trésorerie et de financement des uns vide les carnets de commandes des autres : n'en déplaise à ceux qui déclarent encore que les problèmes de financement sont derrière nous ! Déjà en période de croissance, le développement économique est limité par un système bancaire qui met les entreprises à la saignée via les frais bancaires et les dates de valeur, et qui préfère facturer des découverts plutôt que des crédits beaucoup moins rémunérateurs. En période de crise, c'est la capacité de relance elle-même qui est mise à mal par ces pratiques. Le Cerf appelle donc le gouvernement à réformer au plus vite un système bancaire contreproductif et pervers qui pénalise notre économie.

(1) Communiqué du 29 juin 2009 - Les banques ne tiennent pas leurs engagements de crédit
<http://www.lescreateurs.org/090629-non-engagement-des-banques.pdf>

**Si vous êtes d'accord avec nos positions, transmettez nos communiqués à vos élus -
maires, députés, sénateurs, conseillers régionaux et généraux**

**Si vous voulez soutenir les actions du Cerf, adhérez !
Cotisation 30 € à l'ordre du Cerf.**

Pour se désinscrire, envoyez un fax au : 04 34 09 05 19

Créateurs d'emplois et de richesse de France (Cerf)

1ère plateforme de représentation des Très Petites Entreprises.

Association loi 1901 - 24, avenue Gabriel - 75008 Paris - Tel : 09 51 74 23 73 - www.lescreateurs.org